

---

## Le colonialisme des républicains sous le Directoire – Le cas d'Eschassériaux

Kôbô Seigan

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lrf/4572>

DOI : 10.4000/lrf.4572

ISSN : 2105-2557

### Éditeur

IHMC - Institut d'histoire moderne et contemporaine (UMR 8066)

### Référence électronique

Kôbô Seigan, « Le colonialisme des républicains sous le Directoire – Le cas d'Eschassériaux », *La Révolution française* [En ligne], 19 | 2021, mis en ligne le 01 février 2021, consulté le 05 février 2021.

URL : <http://journals.openedition.org/lrf/4572> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lrf.4572>

---

Ce document a été généré automatiquement le 5 février 2021.

© La Révolution française

---

# Le colonialisme des républicains sous le Directoire – Le cas d'Eschassériaux

Kôbô Seigan

---

## Introduction

- 1 La Révolution française est volontiers considérée par quelques historiens japonais comme la révolution d'un État-Nation marquant le début du XIX<sup>e</sup> siècle. Ainsi, ceux qui étudient la question coloniale trouvent l'origine de la mission civilisatrice du XIX<sup>e</sup> siècle dans la Révolution française et critiquent durement le racisme des Français, comme Nagao Nishikawa et Chikako Hirano<sup>1</sup>. De même, Tadao Hama dénonce la continuité du colonialisme dans l'histoire moderne et contemporaine de la France. Toutefois, en focalisant les critiques sur la période de 1788 à 1794, Hama n'approfondit pas l'époque directoriale<sup>2</sup>.
- 2 Cette tendance historiographique, que nous contestons, soulève trois questions. Premièrement, la critique contre la politique coloniale de la Révolution française se situe principalement au niveau moral. Le colonialisme n'est pas analysé comme un système construit sur les facteurs moraux, économiques et militaires par ces historiens précités. Deuxièmement, les différents colonialismes historiques sont confondus avec l'impérialisme. Ainsi, le racisme du XX<sup>e</sup> siècle est assimilé à celui du XVIII<sup>e</sup> siècle. Comme la continuité est surestimée, la rupture et la volonté de changer le sens de l'histoire sont négligées. Troisièmement, la pensée des historiens précités est limitée au cadre de l'État-Nation. Elle ne tient compte ni du brassage des peuples ni des échanges internationaux.
- 3 Dans cet article, nous voulons comprendre et analyser la particularité du colonialisme des républicains sous le Directoire en considérant la Révolution française comme une révolution mondiale et cosmopolite. En effet, pour certains philosophes du XVIII<sup>e</sup> siècle, la colonisation n'est pas systématiquement opposée à l'humanité. Seulement, ils

distinguent la colonisation nuisible, comme la conquête espagnole de l'Amérique du Sud, de celle qui serait souhaitable ou exemplaire.

- 4 Comme Pierre Serna le remarque, toute révolution est une guerre d'indépendance<sup>3</sup>. Mais en tant qu'État souverain, quelle relation avec le monde la France révolutionnaire doit-elle avoir ? Elle connaît un terrible isolement à cause de la première coalition, puis, trouve une alliance potentielle avec des républiques sœurs sous le Directoire. Alors, quelle politique coloniale les républicains peuvent-ils concevoir pour achever la révolution mondiale ? Nous nous arrêterons sur le cas d'Eschassériaux, dont Marc Belissa considère davantage la politique européenne que la politique coloniale<sup>4</sup>. D'ailleurs, les recherches sur le colonialisme du XVIII<sup>e</sup> siècle suivent deux tendances. L'une analyse les politiques et les législations relatives aux colonies<sup>5</sup>. L'autre s'intéresse à l'économie, aux commerces internationaux<sup>6</sup> ainsi qu'aux idées économiques<sup>7</sup>, à l'instar d'Oudin-Bastide et Steiner, qui examinent la relation entre la morale et l'intérêt économique. Leur point de vue est pertinent. D'après eux, les contemporains pensent que l'homme vertueux cherche son véritable intérêt par calcul. Ainsi, certains abolitionnistes affirment que l'esclavage est irrationnel et immoral, car il va à l'encontre de l'intérêt de l'esclave et du colon<sup>8</sup>. La morale et l'intérêt ne se trouvent pas en contradiction.
- 5 Quoique la morale humaniste soit très importante pour la République française, ce n'est pas sa priorité absolue. La question de la prospérité économique et celle de la sécurité nationale sont tout aussi importantes et il faudrait les envisager dans leur ensemble, puisque toutes les actions politiques sont liées. Nous étudierons la politique coloniale des républicains qui aspirent à une révolution mondiale sous le Directoire, en tenant compte de la liaison entre la morale, l'intérêt économique et la stratégie militaire. Enfin, nous chercherons à saisir la caractéristique de l'expansionnisme républicain à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, en le comparant à l'impérialisme japonais du XX<sup>e</sup> siècle.

## I. La paix perpétuelle (1794-1796)

- 6 À l'automne 1794, Eschassériaux affirme qu'il faut l'indépendance des peuples dans les Ancien et Nouveau Mondes pour une paix durable :
- Tout peuple en état de paix doit en respecter un autre, parce qu'ils vivent indépendants, qu'ils forment un état de civilisation et de sociétés séparées, qu'un pacte, une volonté politique différente les ont réunis. Cette maxime, que la justice réclame, sera une éternelle accusation contre les conquérants et les usurpateurs. Le désir de civiliser des peuples conquis, de rétablir ou de leur donner un gouvernement plus heureux, ne peut jamais justifier les invasions d'un territoire étranger ; hors la défense naturelle, tout conquérant est un usurpateur qu'aucune loi ne peut absoudre ; tout changement ou établissement qu'il opère par la force chez un peuple, est un attentat ; il a violé toutes les lois de la nature et des gens. La conscience des nations, la postérité jugeront avec une justice égale le crime des premiers brigands qui envahirent et détruisirent le nouveau monde, sous prétexte d'y renverser l'idolâtrie, de donner des lois et une religion à ses infortunés habitants, et le crime des brigands coalisés pour établir, sous le nom de bon ordre, la tyrannie en France, et des lâches usurpateurs qui ravagent le territoire de la Pologne pour lui donner la paix<sup>9</sup>.
- 7 Il soutient l'indépendance des peuples mais nie leur isolement en ajoutant :
- Les nations, comme les hommes, par leurs besoins réciproques, par des communications que leur position physique a rendu nécessaires, par la nature de

leurs passions mêmes, sont appelés à vivre ensemble ; les peuples même vivant dans un état barbare, ont des intérêts à agiter et à conduire avec leurs voisins. Dans quelque état de civilisation où le hasard et les révolutions aient placé les nations, elles ne peuvent s'isoler les unes des autres. L'isolement d'une seule, serait funeste à toutes. La séparation individuelle de chaque société serait un malheur pour l'humanité entière ; les lumières, l'industrie et les arts seraient bannis de la terre, et cet état du monde bientôt changé en une vaste solitude, serait l'avant-coureur des infortunes et de la barbarie<sup>10</sup>.

- 8 D'après l'auteur, il faut donc le commerce, plus particulièrement la liberté du commerce, pour lier des nations destinées à vivre ensemble. Ainsi, l'auteur affirme l'importance du commerce à la Convention nationale en frimaire an III [novembre-décembre 1794] : « [Le commerce] transporte le travail dans la vie oisive, la civilisation dans l'état barbare, la culture dans les pays arides, un climat dans un autre, en rendant communes les productions et les richesses de toutes les contrées »<sup>11</sup>. Il estime donc qu'il faut « civiliser » des peuples « barbares » par le commerce, et non par l'armée.

- 9 Dans *Le Moniteur* du 20 avril 1796, il développe sa pensée sur la paix et la guerre :

Le sujet de presque toutes les guerres, depuis le quatorzième siècle, a été des successions, des intérêts religieux, la possession de quelque territoire ou de quelque citadelle ; les grands traités qui ont réglé à diverses époques les destinées de l'Europe, les traités de Westphalie, des Pyrénées, d'Aix-la-Chapelle, de Nimègue, de Ryswick, d'Utrecht, n'ont été pour la plupart que des actes solennels de partage ou de grande police, entre les princes qui les ont signés. Quelques guerres de commerce sont venues entrecouper ou interrompre quelquefois le cours des événements hostiles, parce que l'avidité européenne s'est disputée dans les deux mondes le commerce, comme le premier levier de la puissance. L'ambition et la guerre ont changé de caractère, depuis surtout les révolutions de l'Amérique, de la Nation Française et de la Pologne. Une nouvelle carrière d'événements politiques s'est ouverte, sans que le théâtre ait changé. Le mouvement de trois peuples qui se sont élancés de toute leur énergie vers l'indépendance, les efforts de quelques gouvernements effrayés ou ambitieux pour le comprimer, ont ébranlé les deux continents. Il s'est fait une guerre presque générale d'opinions publiques et d'indépendance ; le despotisme, qui n'a pu terrasser le génie robuste de la liberté, a cherché à envahir, par la force, la terre qui l'avait enfanté, et les mers qui alimentaient ses défenseurs. Telle est la position des choses, telle est la guerre actuelle ; le traité qui doit la terminer doit prendre sa nature dans la nature même de la guerre<sup>12</sup>.

- 10 Selon Eschassériaux, il y a deux principes pour « fonder une paix durable » : « l'indépendance de tout territoire et de tout gouvernement » et « la liberté du commerce et des mers ». Toute liberté politique, tout territoire doivent être garantis. Le commerce doit être « le lien utile qui attache entre toutes les puissances de l'Europe »<sup>13</sup> :

Les besoins de la société et la nature ont rendu les Nations tributaires les unes des autres : le Nord a besoin des productions du Midi, le Midi de celles du Nord. Les puissances de l'intérieur du continent ont besoin des puissances maritimes, celles-ci du continent. Rompez cette précieuse dépendance, vous détruisez l'harmonie politique des Peuples entre eux, leur prospérité, leur bonheur<sup>14</sup>.

- 11 Or, le gouvernement anglais domine les mers européennes et des deux Indes. Face à cette tyrannie maritime, il serait donc nécessaire de former une confédération des pays européens en suivant l'exemple de la ligue hanséatique du XIII<sup>e</sup> siècle :

L'histoire parle d'une ligue que formèrent au 13<sup>e</sup> siècle quelques villes de la Baltique, pour purger les mers et les fleuves des pirates qui les insultaient et qui détruisaient le commerce ; l'ambition et la tyrannie d'un peuple sur l'industrie, la

liberté et la prospérité des autres peuples ne provoquent-elles pas la même ligue contre lui ? N'est-il pas de l'intérêt de tous les gouvernements, des puissances maritimes surtout, de forcer un tel peuple à signer un traité qui garantisse pour tous l'indépendance du commerce et des mers, et l'égalité des pavillons ; la première cause de ce traité, après avoir consacré la justice de ce principe, ne doit-elle pas demander à l'Angleterre la restitution de tous les établissements qu'elle a usurpé dans les deux Indes, dans le cours de cette guerre, de tous les établissements qui sont la propriété du commerce général et la source des richesses de l'Europe<sup>15</sup> ?

- 12 Nous remarquons que Barère développera les mêmes arguments dans *La Liberté des mers*, édité deux ans plus tard<sup>16</sup>.
- 13 Jusqu'en 1796, Eschassériaux ne propose pas de mesures concrètes à prendre en faveur des colonies. Toutefois, il précise au Conseil des Cinq-Cents le 6 juin 1796 que, seules, les denrées coloniales assuraient une supériorité sur le commerce des étrangers avant la Révolution, et que cet avantage est perdu à cause des troubles : « Il est temps que le respect aux propriétés, l'obéissance aux lois, parlent avec une égale puissance dans les deux mondes ; que le colon rentre avec sûreté dans les habitations abandonnées, et que l'esclave devenu libre soit ramené par le sentiment de son propre intérêt, à ses ateliers, à ses travaux<sup>17</sup>. » Le retour au travail de l'esclave libéré doit donc se faire volontairement, en tenant compte de son propre intérêt et de celui de la collectivité.
- 14 Viénot-Vaublanc, planteur royaliste de Saint-Domingue et porte-parole des colons, est le contradicteur d'Eschassériaux<sup>18</sup>. Au début de la Révolution, il soutient l'autonomie de Saint-Domingue. En mars 1792, il insiste sur l'intérêt des colons sans « distinction de couleur » de peau : « pour moi, je veux conserver à la fois les droits des colonies, qui sont ceux de tous les colons, sans distinction de couleur<sup>19</sup> ». Or, sous le Directoire, il affirme son racialisme. Il dit au Conseil des Cinq-Cents le 13 décembre 1796 : « Je dirai comme on a dégradé dans ce pays l'existence de ce qu'on appelle la peau blanche, au point que les noirs sont devenus maîtres de la Colonie, tournent leurs armes contre les blancs, et proclament l'indépendance<sup>20</sup> ». Il ne s'agit plus de l'intérêt des colons, mais de celui des Blancs. Viénot-Vaublanc développe ce point de vue en 1797.

## II. La question de Saint-Domingue (1797)

- 15 Le mouvement esclavagiste est actif en 1797. Un auteur anonyme publie un opuscule intitulé *De la nécessité d'adopter l'esclavage en France*<sup>21</sup>. Le 10 mars, *Le Moniteur* présente une brochure de Malouet soutenant l'alliance entre la France et l'Angleterre pour bloquer l'insurrection des esclaves de Saint-Domingue<sup>22</sup>. D'après lui, la collaboration avec l'Angleterre est essentielle parce qu'il est impossible aux colonies françaises de rétablir leur économie sans son aide : « L'intérêt de la France, son intérêt le plus pressant dans les Colonies serait de cesser à tout prix sa guerre de destruction, de garder ses postes militaires, de laisser momentanément aux Anglais ceux qu'ils occupent, et de solliciter leur concours pour le désarmement des nègres et le rétablissement de l'ordre sur cette terre désolée<sup>23</sup> ». D'ailleurs, Malouet réfléchit à la relation entre le commerce et la guerre dans une autre brochure publiée à Londres<sup>24</sup> : « le commerce change, multiplie les rapports, les liaisons, les querelles, rend la guerre plus fréquente en fournissant les moyens, mais il la rend plus dispendieuse, plus menaçante pour la tranquillité intérieure de chaque état commerçant<sup>25</sup> ». Ainsi, paradoxalement, le commerce, qui est à l'origine de la guerre, est en crise à cause d'elle. Cette situation est surtout préjudiciable aux colonies. Malouet demande la paix

mais sans politique philanthropique : « C'est par un simple calcul d'intérêt, et non d'après les vœux aussi respectables qu'impuissants de la philanthropie, que la raison doit nous conduire à un état de paix nécessaire, permanent, dans les Antilles<sup>26</sup> ». Les conseils de l'abbé de Saint-Pierre sur la paix perpétuelle s'adressent plus à la moralité des gouvernements qu'à leurs intérêts, quand ceux de Malouet s'adressent « plus à leur intérêt qu'à leur moralité<sup>27</sup> ». Ainsi, Malouet suggère d'établir une confédération européenne qui considérerait les denrées coloniales comme « une propriété commune » aux puissances européennes<sup>28</sup>. Au même moment, Viénot-Vaublanc se rapproche de Malouet pour mener une intrigue contre-républicaine<sup>29</sup>.

- 16 Des débats relatifs aux colonies continuent au Conseil des Cinq-Cents. Le 19 mars 1797, Eschassériaux propose, au nom de la commission des colonies, la division administrative des colonies et l'installation des tribunaux correctionnels. D'après lui, si l'ordre était assuré aux colonies, des colons réfugiés y reviendraient et soutiendraient la constitution française avec « leurs frères » noirs. D'ailleurs, il croit qu'il est essentiel, « dans la composition des départements, de fondre ensemble les parties espagnole et française de Saint-Domingue, afin d'effacer la différence des mœurs, des lois, des usages et du caractère des deux peuples, et de consolider par cette uniformité d'éléments moraux l'union politique qui doit resserrer d'intérêt et de sentiment les habitants d'une même terre<sup>30</sup> ».
- 17 Mais les contre-républicains refusent de s'engager dans la question relative à la démarcation administrative et accusent les agents gouvernementaux d'être responsables de la dévastation de Saint-Domingue. Le 22 mai, ils fondent une nouvelle commission des colonies, dont Viénot-Vaublanc est membre. Le 29, ce dernier trouble le Conseil des Cinq-Cents par un discours raciste, « les hommes de couleur dominant dans une partie de la colonie, et les blancs, les vrais Français, proscrits partout<sup>31</sup> ». Il est convaincu que les Noirs sont différents des Blancs, donc, « il faut des lois différentes pour des hommes aussi différents<sup>32</sup> ». Le 31, Villaret-Joyeuse, également membre de la commission, demande de reconquérir militairement Saint-Domingue comme la Vendée, de déclarer cette île en état de siège et de remettre tout le pouvoir entre les mains des chefs militaires pour protéger les Blancs et obliger les Noirs à reprendre leurs travaux<sup>33</sup>. D'ailleurs, il soutient l'esclavagisme : « sans doute, l'esclavage est toujours un outrage à la nature humaine ; mais du moins il était adouci par la politique et par l'intérêt particulier lui-même. Les noirs n'étaient pas aussi étrangers que le croient beaucoup de gens, à la prospérité qu'ils faisaient naître ; ils avaient une abondante nourriture, un logement propre et commode, des hôpitaux prêts à les recevoir en cas de maladie ; leurs enfants étaient élevés avec soin dans la maison paternelle, jusqu'au moment où ils étaient capables de supporter le travail ; certes, ce travail n'était pas excessif ; ils étaient enfin, je trancherai le mot, beaucoup plus heureux que la plupart de nos paysans sous l'ancien régime<sup>34</sup> ».
- 18 Le 4 juin, le pondéré Eschassériaux demande tout d'abord aux députés du Conseil des Cinq-Cents de discuter sereinement, puis, affirme qu'un état de siège ou un gouvernement militaire serait funeste dans tous les cas :

Mais calculez, au contraire, tous les avantages du rétablissement de la constitution dans ce pays, l'espoir et la confiance renaissent, plus de doute, dans le cœur des noirs sur leur liberté ; tout se rallie, tout revient à la culture ; l'ennemi ne trouve plus dans la haine des factions les moyens de bouleverser la colonie ; les noirs qui couvrent les possessions anglaises, brisent leurs chaînes, et redeviennent libres ; à l'exemple de leurs frères, ils s'insurgent, ou reviennent dans un pays qui leur offre

des travaux modérés et les douceurs de la liberté ; Saint-Domingue recouvre bientôt toute la population que la guerre civile ou l'émigration lui ont enlevée<sup>35</sup>.

- 19 Selon lui, c'est par la constitution, par des lois, que « le goût de la civilisation » serait donné aux Noirs ; c'est aussi la constitution qui protège la vie et les propriétés des réfugiés blancs ; les colonies doivent jouir « des mêmes droits que tout le reste de la république »<sup>36</sup>. Ce à quoi, Boissy d'Anglas rétorque : « les [mesures] proposées par Eschassériaux ne sont pas de nature à être mises à exécution sur le champ. Je pourrais même dire que l'intention de la constitution est qu'elles soient ajournées jusqu'à la paix. » De plus, Pastoret exige de rétablir en priorité les domaines des colons blancs avant de s'occuper des Noirs<sup>37</sup>.
- 20 Le 29 juillet, en lisant un rapport au nom de la commission des colonies, Viénot-Vaublanc contredit Eschassériaux en affirmant qu'il serait dangereux de faire exécuter à Saint-Domingue tous les détails de la constitution. Selon lui, l'expédition de la force militaire pour rétablir l'ordre est absolument nécessaire et la reconnaissance de l'autonomie des colons est importante pour faire revenir les Noirs sur les habitations<sup>38</sup>.
- 21 Ainsi, les débats entre les républicains et leurs adversaires stagnent jusqu'au coup d'État du 18 Fructidor, qui fait évoluer le paradigme. Les contre-républicains, comme Viénot-Vaublanc, Boissy d'Anglas, Villaret-Joyeuse et Pastoret, sont exclus du Conseil des Cinq-Cents. Alors, Eschassériaux reprend l'initiative de la politique coloniale avec l'aide de Dufay et présente, le 22 octobre, un projet de la loi concernant les colonies. Ce dernier devient la loi du 1<sup>er</sup> janvier 1798 qui établit l'isonomie entre la métropole et les colonies et la citoyenneté pour les Noirs, comme l'analyse Bernard Gainot<sup>39</sup>. Ici, nous examinons le discours d'Eschassériaux à partir de deux éléments : la morale et l'intérêt. Eschassériaux reconnaît l'abolition de la traite négrière et, par conviction philosophique, leur demande pardon :

L'humanité s'élevait depuis longtemps avec horreur contre ce trafic infâme que l'avidité mercantile avait appelé la traite des nègres : la philosophie avait dénoncé ce crime du commerce à toutes les nations. Leur voix sacrée, entendue des premiers législateurs, leur inspira la suppression de cette loi barbare : mais tout n'est pas fait ; elle vous crie encore à cette tribune de racheter, par les mêmes sentiments de justice, ce crime politique envers les malheureux qui en ont été les victimes<sup>40</sup>.

- 22 Eschassériaux réclame de leur accorder des droits politiques au regard de leurs efforts de guerre :

Pourriez-vous encore priver de leurs droits politiques les hommes, de quelque couleur qu'ils soient, qui combattent depuis cinq ans pour la défense des colonies ? N'ont-ils pas versé leur sang, n'ont-ils pas enduré toutes les fatigues, n'ont-ils pas fait les mêmes sacrifices que les autres braves soldats qui ont combattu dans les armées continentales ? [...] La commission vous demande donc d'appliquer aux habitants des colonies qui ont fait une ou plusieurs campagnes contre l'ennemi, l'article de la constitution<sup>41</sup>.

- 23 En outre, Eschassériaux replace aussi la question de l'affranchissement des esclaves africains dans le contexte de l'histoire universelle de la liberté. Il cite les esclaves de l'ancienne Rome, la Jacquerie du Moyen Âge et même les Irlandais contemporains, comme des précédents des esclaves révoltés des Antilles<sup>42</sup>. En effet, dans une brochure, il demande au gouvernement anglais d'affranchir les esclaves de ses colonies et souhaite abolir l'esclavage dans le monde. D'après lui, il est temps que tous les gouvernements expient les politiques contre la nature humaine ; il s'agit de pacifier le monde entier<sup>43</sup>. Il espère moraliser le monde.

- 24 Toutefois, Eschassériaux n'oublie pas de signaler les devoirs des esclaves affranchis ainsi que leurs droits dans son discours du 22 octobre :

Mais si la politique et la justice exercent envers eux une grande générosité, leur rendent un grand bienfait, les lois ont droit d'exiger d'eux des conditions utiles à la patrie qui les a adoptés. S'ils font fleurir la culture, s'ils combattent dans les armées, s'ils exercent quelque art mécanique, c'est à ce titre que la patrie les reçoit parmi les autres citoyens de la République : mais s'ils la surchargent par leur oisiveté, s'ils la déshonorent et la troublent par le brigandage, c'est alors qu'après avoir été généreuse, elle a droit d'être sévère, et de les priver de leurs droits de citoyens, jusqu'à ce que rentrés dans leurs devoirs, le repentir les ramène à leurs travaux et à leur profession ordinaire<sup>44</sup>.

- 25 En effet, comme Oudin-Bastide et Steiner le montrent <sup>45</sup>, certains esclavagistes craignent que l'activité économique stagne si les esclaves affranchis ne se présentent pas au marché du travail et une partie des abolitionnistes partagent leur inquiétude. Eschassériaux insiste donc sur le devoir des affranchis de retourner au travail en raison des enjeux économiques coloniaux. Cependant, il nous semble qu'il y a un autre sens. Comme nous l'avons déjà remarqué, Eschassériaux nie l'isolement des peuples. Par conséquent, il souhaite également que les Noirs laborieux s'engagent pour la nouvelle République en travaillant avec les Blancs. Tous les citoyens français doivent travailler ensemble pour leur propre intérêt et aussi pour l'économie de la République. Voici une morale bourgeoise qui est liée à la raison économique.
- 26 Malgré tout, les républicains et les contre-républicains partagent un point commun : ils insistent pour que les Noirs retournent au travail. Quant à Eschassériaux, il établit un lien entre l'intérêt économique et la civilisation mondiale. De plus, il tient par principe à ce que la constitution soit adoptée dans les colonies de manière universelle. En revanche, les contre-républicains croient au particularisme colonial et revendiquent l'autonomie des colons blancs. Cette différence provoque un clivage politique entre eux au sujet des Noirs. Les contre-républicains veulent utiliser l'armée pour contraindre les anciens esclaves à retourner dans leurs habitations, alors que les républicains veulent leur enseigner les lois et la constitution. D'ailleurs, même en métropole, l'éducation publique pour les adultes, comme la fête civique, est importante à l'époque révolutionnaire. Ce n'est donc pas seulement les Noirs qu'il faut former, mais l'ensemble de la population. Les républicains croient à l'éducation, au changement et à l'avenir. En effet, selon Eschassériaux, « c'est l'éducation publique qui fait les citoyens dans les États libres ; c'est elle qui avance les progrès des arts, de la civilisation, qui sème un germe d'union entre les hommes et les peuples les plus éloignés, les pays les plus séparés par la nature<sup>46</sup>. » Ainsi, il prévoit, dans le projet de la loi concernant l'organisation constitutionnelle des colonies, que six jeunes individus « sans distinction de couleur » seraient choisis parmi les élèves des écoles centrales le jour de la fête de la jeunesse, transportés en France et entretenus dans les écoles spéciales.

### III. La nouvelle colonisation (1798)

- 27 Bien que l'isonomie entre Saint-Domingue et la métropole soit fixée, il manque continuellement des denrées coloniales. Des personnalités tant républicaines que contre-républicaines exigent de nouvelles colonies. Par exemple, l'esclavagiste Barbé-Marbois, déporté à la suite du coup d'état du 18 Fructidor, appuie la conquête de



l'Amérique du Sud en 1800. Pour lui, la nouvelle colonisation compenserait la perte commerciale de Saint-Domingue<sup>47</sup>.

- 28 Quant aux républicains, ils veulent construire de nouvelles colonies sur un principe novateur et qu'elles ne soient pas fondées sur l'exploitation, comme l'esclavage<sup>48</sup>. En effet, des philanthropes anglais installent déjà des établissements en Afrique de l'Ouest à la fin des années 1780 pour cultiver du café et du sucre, associés à des Noirs libres. Selon les recherches de Marcel Dorigny<sup>49</sup>, Clavière, Lanthenas et Bonnemain proposent de prendre leurs confrères anglais comme modèle au début de la Révolution<sup>50</sup>. D'après eux, la nouvelle colonisation ne servirait pas seulement l'intérêt économique français, mais aussi initierait les Africains aux droits de l'Homme et aux arts de l'agriculture, du commerce et de l'industrie.
- 29 Sous le Directoire, l'idée de la colonisation de l'Afrique occidentale est reprise par Montlinot, qui suggère que les « hommes déçus » par les troubles politiques en Europe pourraient se rendre utiles dans les colonies. Il défend le projet selon lequel le gouvernement français doit les diriger vers une nouvelle entreprise et que beaucoup d'anciens militaires sans asile, de chômeurs, de condamnés, de vagabonds et de pauvres de la métropole pourraient ainsi participer à l'effort colonial. Il préconise d'envoyer d'abord les anciens militaires en Afrique occidentale pour laisser affermir la colonie et établir des cultures, puis d'y conduire les bannis pour continuer le travail<sup>51</sup>.
- 30 Le 3 avril 1797, Talleyrand soumet un projet à la séance publique de l'Institut national<sup>52</sup> où il propose de coloniser l'Afrique occidentale en se référant à Montlinot : « Le citoyen Montlinot, dans un très-bon mémoire qu'il vient de publier, indique le long de cette côte (la côte de l'Afrique) un archipel d'îles dont plusieurs, quoique fertiles, sont inhabitées et à notre disposition<sup>53</sup>. » Affirmant que la colonisation nouvelle s'adresse surtout aux hommes n'appréciant pas la nouvelle ère que la Révolution a instaurée, Talleyrand propose également l'indépendance des colonies. D'après lui, le commerce entre la métropole et les colonies indépendantes apporterait une prospérité réciproque. Il n'y a « point de domination », « point de monopole »<sup>54</sup>.
- 31 Le *Précis sur l'établissement des colonies de Sierra Léona et de Boulama à la côte d'Afrique* de Wadström commence par une dédicace adressée à Talleyrand. En mentionnant son discours à l'Institut national, « plein de vues grandes et neuves », Wadström présente son rapport sur « des colonies philanthropiques » anglaises de l'Afrique occidentale, plus précisément du Sierra Léona et Boulama<sup>55</sup>. D'après l'auteur, les associations des abolitionnistes anglais se sont occupées de la culture de la canne à sucre et ont enseigné l'usage de la charrue aux Africains, et les rois locaux ont appris que l'agriculture et l'industrie étaient plus intéressantes que le commerce des hommes. Et il conclut que les colonies philanthropiques ont trois buts : l'abolition de la traite, la civilisation des populations en Afrique et le commerce entre l'Europe et l'Afrique, fondé plutôt sur l'échange de denrées utiles que sur des « spéculations pécuniaires<sup>56</sup> ».
- 32 Le 16 février 1798, Wadström se présente au Conseil des Cinq-Cents et, le lendemain, *Le Moniteur* fait connaître son ouvrage. De même, Le Breton soutient les colonies philanthropiques comme étant des colonies idéales dans le compte rendu du livre de Wadström que *La Décade philosophique, littéraire et politique* publie le 20 mars 1798 :
- Peut-être un jour l'Africain libre et civilisé élèvera-t-il des monuments d'amour et de reconnaissance aux hommes estimables qui auront expié les attentats des Européens. En attendant, les sages de tous les pays doivent commencer à acquitter

la dette de l'humanité ; ils doivent surtout appuyer cette belle entreprise, et solliciter les Gouvernements à la seconder<sup>57</sup>.

- 33 En outre, Le Breton ajoute qu'il n'est plus question « d'agrandir des États, de faire des conquêtes », mais « d'étendre l'empire des Sciences, des Arts et de la Philanthropie », et que, seul, le gouvernement anglais « qui tyrannise toutes les mers pour s'emparer du commerce universel » résiste à l'entreprise de l'humanité<sup>58</sup>.

- 34 De même, Jean-Baptiste Say affirme, dans *La Décade* du 10 mars 1798 :

Mais si la France parvient à frapper la marine anglaise au cœur, c'est-à-dire, à l'amirauté de Londres, à l'instant ce colosse effrayant tombe en poudre, et les bras qu'il étend du Bengale au Canada, sont brisés. Le commerce de l'Inde devient commun à toutes les nations ; les peuples indiens, maintenant sujets d'une compagnie de marchands, sont affranchis de leur joug de fer [...] ; les nations européennes forment à l'envie, le long des côtes étendues de l'Afrique des établissements pour la culture du sucre et du café, par les mains libres des naturels du pays, qui viendront apporter leur travail là où on leur offrira en échange de bonne nourriture et de bons traitements. [...] L'affreux commerce d'hommes, appelé Traite des nègres, tombe naturellement. Ce n'est pas tout encore : les différentes nations de l'Europe, grandes et petites, se lient par un commerce maritime plus fréquent et plus intime ; [...] enfin les maux nombreux, les guerres cruelles qui ont eu pour cause ce système de commerce exclusif poursuivi par l'Angleterre depuis cent ans, cessent en même temps que sa suprématie maritime<sup>59</sup>.

- 35 Nous remarquons qu'il y a de nombreux points communs entre les rédacteurs de *La Décade* et Eschassériaux. Ils s'opposent à la traite des Noirs, au commerce exclusif et aux guerres perpétuelles faites par le gouvernement anglais.

- 36 Quoique les rédacteurs de *La Décade* et Eschassériaux soient d'accord sur la plupart des questions, leurs avis divergent quant aux colonies philanthropiques. Eschassériaux exprime officiellement son opposition au projet de la nouvelle colonisation de l'Afrique occidentale lors de la séance du Conseil des Cinq-Cents du 12 avril 1798. Comme son discours n'est pas souvent mentionné par des historiens, nous l'étudions ici. Au nom de la commission chargée d'examiner ce projet, Eschassériaux déclare tout d'abord qu'il s'agit de l'utilité des colonies :

Peut-il être utile à la France de fonder de nouvelles colonies ? Son industrie commerciale, sa position politique, réclament-elles de nouveaux établissements ? Voilà les deux premières considérations qu'il faut agiter. Il conviendra d'examiner ensuite la question de la colonisation sous les rapports de la tranquillité, de la puissance et de la prospérité d'un État<sup>60</sup>.

- 37 Puis, il retrace l'histoire mondiale après la découverte du Nouveau Monde :

Qu'était l'Europe avant la découverte des deux Indes ? un vaste continent sans industrie et sans arts, sans civilisation au-dedans, plongé dans le sang des guerres religieuses, déchiré par l'ambition des petits Titans qui s'en disputaient les lambeaux. À qui sont dues les lumières, les richesses, la puissance de cette dernière partie du monde, et la supériorité dont elle jouit sur les peuples du reste du globe, si ce n'est aux établissements qui ont amené les changements heureux qu'elle éprouve successivement depuis deux siècles ? L'utilité des colonies pour les nations européennes ne peut donc être douteuse aux regards du philosophe et de l'homme d'État<sup>61</sup>.

- 38 Grâce à la découverte des deux Indes, l'époque changea :

C'est alors que les esprits qu'avait nourris la fureur des guerres civiles, qui s'étaient absorbés dans les extases de la solitude, que toutes les passions qui s'étaient développées dans les expéditions de la Terre-Sainte, se lancèrent, à la découverte

d'un autre univers, vers les spéculations de l'industrie, vers les établissements de commerce<sup>62</sup>.

- 39 La découverte apporte la prospérité. Les politiques coloniales des Français, des Anglais et des Hollandais favorisent les progrès de l'agriculture et de l'industrie de l'Europe et des deux Indes<sup>63</sup>.

- 40 Mais la colonisation provoque aussi des guerres :

Ce fut au hasard que les colonies modernes durent leur découverte ; ce fut à l'intérêt qu'elles durent leur fondation ; c'est ce même intérêt qui, en exaltant toutes les passions de l'avidité, arma bientôt les mains de la jalousie, de la haine et de la vengeance, et ensanglanta des rivages et des contrées étrangères du sang européen. On vit le Portugais, l'Espagnol, le Français, le Hollandais, l'Anglais, s'entre-tuer tour à tour pour l'occupation d'une île sauvage, ou pour une mine où ils soupçonnaient ce funeste métal que dévorait d'avance leur avidité<sup>64</sup>.

- 41 Par conséquent, il s'interroge sur la pertinence de la colonie philanthropique. Tout en respectant le principe humanitaire d'abolir la traite des Noirs, il l'évalue de manière pragmatique :

Honneur et reconnaissance aux hommes généreux qui ont les premiers conçu le projet de fonder un établissement philanthropique sur les principes de l'abolition de la traite des nègres, et de venger l'humanité du plus grand des crimes dont la cupidité ait souillé la terre ! Puisse l'exécution de cette idée sublime concilier et réunir tous les gouvernements de l'Europe ! Tous nos vœux sont pour que cette colonie, la première de ce genre, se rétablisse dans son premier état, et devienne, dans la paix comme dans la guerre, inviolable et sacrée à tous les peuples. La République française sera la première à concourir à son succès, à la respecter : ce respect est dans ses sentiments et dans ses principes. Un jour, il faut l'espérer, la politique et l'ambition cessant de troubler le monde, laisseront la philosophie y répandre quelques bienfaits ; un jour les côtes d'Afrique, comme celles des autres continents, seront purifiées du commerce infâme qui les a déshonorées trop longtemps. Mais ce n'est pas comme établissement philanthropique que nous devons considérer ici ceux de Boulama et Sierra Léona : c'est comme établissement commercial et politique. Sous cet aspect, il faut le dire, le placement de cette colonie, qui l'expose à toutes les hostilités, ne peut la rendre qu'une propriété très précaire pour ses possesseurs, tant que le droit aveugle et terrible de la guerre ne saura pas respecter les objets qui appartiennent à l'humanité entière ; une escadre a déjà pu la détruire, une autre peut la renverser encore lorsqu'elle serait rétablie ; la garde de cet établissement surpasserait ses profits et ses avantages ; la philanthropie, qui a présidé à sa fondation, a inspiré un grand intérêt pour les contrées sur lesquelles il a été fixé. Sans doute, cette possession, fécondée par les moyens d'un grand peuple, pourrait devenir avantageuse à la République française sous quelques rapports ; mais c'est l'ensemble de tous les rapports d'utilité que le fondateur d'une colonie doit consulter ; et c'est surtout la place qu'elle va prendre sur le globe que la République française doit coordonner avec ses établissements<sup>65</sup>.

- 42 Selon Eschassériaux, comme la défense militaire y serait difficile, il serait impossible d'installer cette colonie. Pour une nouvelle colonisation, il faudrait la triade entre l'intérêt commercial, la stratégie militaire et la cause humanitaire.

- 43 Ensuite, Eschassériaux propose de coloniser l'Égypte au lieu de l'Afrique occidentale. Protégée militairement par les îles françaises adriatiques et fondée non pas sur des principes d'esclavage et de la tyrannie, « mais sur des principes de liberté et d'humanité, sur des liens vraiment sociaux, sur des besoins et des convenances réciproques<sup>66</sup> », la nouvelle colonie de l'Égypte unirait le commerce de l'Orient à celui

de l'Occident et irait à l'encontre des ambitions du gouvernement anglais. Même en 1802, il écrit :

Au milieu de ces grands événements qui ont balancé tant d'intérêt, occupé tant de pensées, et que l'historien redira à la postérité, tous les regrets des âmes élevées sont restés attachés à cette Égypte, dont les destinées devaient changer celles d'une partie de la terre, et ouvrir aux nations de l'Asie et de l'Europe une nouvelle route vers les arts du commerce et de la civilisation. Pour la politique et la philosophie, la tentative de coloniser l'Égypte marquera, parmi les événements de l'histoire, comme une des plus belles entreprises du siècle et des plus honorables pour la nation et le génie qui l'ont conçue<sup>67</sup>.

- 44 Avant de terminer son discours au Conseil des Cinq-Cents, Eschassériaux critique l'idée de Talleyrand sans le nommer. Alors que Talleyrand souhaite fonder une nouvelle colonie en accueillant les « mécontents » de la République établie, Eschassériaux suppose qu'une telle colonie serait favorable à la Contre-Révolution. Alors, quelle relation la métropole républicaine pourrait-elle attendre d'une colonie contre-révolutionnaire ? Entre elles, il n'y aurait qu'un lien d'ordre commercial, sans qu'il y ait de véritable confiance. Ainsi, Eschassériaux ne veut pas envoyer les mécontents outre-mer, mais plutôt, calmer leurs haines par la législation républicaine, en métropole<sup>68</sup> :

Je répondrai que ce n'est point le malheur ou la haine des lois d'un État, mais sa prospérité ou sa force, qui doivent fonder une colonie : il faut, pour faire prospérer ces établissements, des vues d'ordre, d'économie, de travail, de moralité et de sagesse<sup>69</sup>.

- 45 Enfin, Eschassériaux clôt son discours en mentionnant la raison d'État :

Les colonies modernes ne se fondent et ne réussissent qu'avec beaucoup d'hommes, de capitaux et de moyens d'industrie, et ce sont les métropoles qui font toutes les dépenses. Une colonie fondée représente toujours un grand sacrifice de la mère patrie, et celle-ci ne peut coloniser sans s'affaiblir d'abord, quelque robuste qu'elle soit par son territoire, ses habitants et sa constitution. Il faut le dire, dans l'ordre politique où la révolution a mis les gouvernements en Europe, dans le système du nouvel équilibre qu'elle vient d'établir, pour qu'un État tel que la République française garde toujours un rang respectable, il a besoin de conserver toujours au même niveau tous ses moyens de puissance, qui sont sa population, ses capitaux et ses arts ; il ne peut disposer que du superflu. Un État qui disperserait trop sa puissance, finirait bientôt par n'en avoir nulle part, et serait facile à renverser. Un État a son cours naturel de choses qu'il faut bien se garder de déranger, surtout quand ce cours est prospère : un État, comme un corps humain, peut périr par un effort extraordinaire ou par un coup d'une imprudence politique : la fondation d'une colonie demande donc toute la force et toute la prévoyance du génie<sup>70</sup>.

- 46 Il souligne la responsabilité et l'initiative de l'État dans le processus de la colonisation.
- 47 Alors, *La Décade* soutient la colonisation de l'Égypte, comme l'analyse Frédéric Régent<sup>71</sup>. Dans le numéro du 9 avril 1798, Le Breton réfléchit à la façon d'« apporter la civilisation » en Égypte et en Syrie pour y développer le commerce ainsi que les sciences et les arts<sup>72</sup>. Dans le numéro suivant, il trouve le moyen :

Ce serait d'y appeler les Juifs. On sait combien ils tiennent à leur ancienne patrie et à la cité de Jérusalem ! Dispersés sur toute la terre par une persécution qui dure depuis dix-huit siècles, ils tournent encore leurs regards vers la Palestine, où ils espèrent que leur postérité plus heureuse sera ramenée par un prodige difficile à croire. Ils accourent des quatre parties du monde, si on leur en donne le signal. Leurs fortunes sont faciles à transporter ; les hommes et l'or afflueront ; ils en fourniront assez, non seulement pour faire fleurir l'industrie, mais pour suffire aux dépenses de la révolution de Syrie et d'Égypte<sup>73</sup>.

- 48 Le Breton a de la compassion pour les Juifs, qui sont persécutés par le fanatisme religieux qui sévit en Europe :

Trouverait-on encore en opposition à des idées de prospérité publique des préjugés inspirés par le fanatisme et l'ignorance ? Répéterait-on que les Juifs sont odieux ; qu'ils portent de la mauvaise foi dans le Commerce ; qu'ils haïssent tous les autres peuples ! Tous les autres peuples ont mérité d'en être détestés, parce que tous les ont persécutés avec frénésie. La religion juive, comme le dit le sage Usbek, a enfanté deux filles (les religions chrétiennes et mahométanes) qui l'ont couverte de mille plaies. Il serait difficile de compter les bannissements, les spoliations, les supplices et les maux de toute espèce que les Chrétiens principalement, ont fait subir aux Juifs. Que de décret conciles, que des lois, que d'actes d'autorité royale et catholique, les ont opprimés en Italie, en Portugal, en Espagne, dans toute l'Allemagne, en Angleterre et en France, sous prétexte qu'ils poignardaient des hosties, qu'ils crucifiaient des enfants et en buvaient le sang, qu'ils faisaient de la magie, qu'ils empoisonnaient les fontaines, ou parce qu'ils refusaient de payer les taxes arbitraires dont on les accablait !<sup>74</sup>.

- 49 Mais il suppose que les Juifs « ont des capitaux et des relations commerciales ; ces qualités et ces moyens ne sont pas employés aussi avantageusement qu'ils pourraient l'être pour eux et pour la société générale<sup>75</sup>. »
- 50 Cependant, il ne précise pas sous quel régime politique ils s'installeraient au Proche-Orient, et écrit seulement : « Ils sont susceptibles ou de former un corps de nation ou d'entrer sujets soumis dans un plan de Gouvernement sagement et fortement combiné. On ne peut guère douter qu'ils ne fussent attachés à la nation qui les aurait relevés »<sup>76</sup>.

## Conclusion

- 51 Eschassériaux pense que, sous l'Ancien Régime, les puissances européennes ont rendu la guerre perpétuelle en exigeant toujours plus de colonies, mais que, depuis la Révolution, elles ont intérêt à une paix perpétuelle, pour laquelle l'indépendance des nations, la liberté du commerce, l'abolition de l'esclavage et l'alliance défensive des armées nationales sont nécessaires, et que cette coalition européenne fera la guerre définitive contre le gouvernement anglais qui poursuit le commerce exclusif et tyrannise les mers. Alors, quelle colonie Eschassériaux envisage-t-il ? Une colonie qui devrait être utile pour l'humanité et le commerce. Il souhaite que différents peuples vivent ensemble dans une colonie qui deviendrait un centre d'échanges et de communication.
- 52 Eschassériaux n'est pas exceptionnel parmi les républicains. Par exemple, comme nous l'avons précédemment mentionné, Le Breton veut que les Blancs travaillent avec les Noirs dans une colonie philanthropique d'Afrique occidentale et que le peuple juif aille au Proche-Orient comme "passeur" de la civilisation européenne. De même, Say idéalise les colons qui s'installent définitivement dans une région pour y vivre avec les populations locales dans l'aisance, mais accuse ceux qui veulent rentrer en métropole prestement, après s'être enrichis. Ayant l'ambition de rapidement gagner d'immenses profits, ils prennent « des moyens violents d'exploitation, au premier rang desquels il faut placer l'esclavage<sup>77</sup> ». Vivre ensemble, autrement dit brasser des populations différentes, est important, aux yeux de Say, dans la perspective de la paix universelle.
- 53 Ainsi, *La Décade* du 11 octobre 1798 présente l'Institution nationale des Colonies<sup>78</sup> « où s'est fait l'exercice public des élèves noirs, sang mêlés et, créoles blancs » : un enfant

noir « a ouvert l'exercice par un discours débité avec grâce, sur les bienfaits d'une révolution qui réintègre dans leurs droits une classe nombreuse d'hommes que la tyrannie et la cupidité condamnaient à l'esclavage » ; les élèves « ont été interrogés sur la langue latine, la mythologie et les mathématiques, et ils ont répondu à la satisfaction de tout l'auditoire » ; « le ministre de la Marine a distribué les Prix de talents et de sagesse » et « embrassé tous les élèves »<sup>79</sup>. Selon *La Décade* du 10 mars 1799, un jeune professeur de cette Institution enseigne l'Histoire à ses élèves :

Qui eût pensé alors que les descendants des Gaulois iraient à plus de deux mille lieues de leur patrie, remplacer l'homme esclave par l'homme libre ? Qui enfin eût jamais pensé alors que de jeunes élèves, originaires de ces climats brûlants, viendraient sur les bords de la Seine parler d'Athènes, de Sparte et de Rome, admirer Cicéron, et attester par leur présence, l'erreur des Géographes et des Philosophes de l'antiquité<sup>80</sup> ?

- 54 Les enfants noirs, mulâtres et blancs étudient ensemble l'importance de la circulation globale des hommes et des idées.
- 55 Les républicains du Directoire rêvent de l'achèvement de la révolution universelle et de la réalisation de la paix perpétuelle grâce à leur projet de colonisation nouvelle. Ils ne pensent pas à la domination de la "race" française sur les colonies, mais au commerce, c'est-à-dire la communication entre des peuples variés, voire même à leur brassage<sup>81</sup>.
- 56 Ainsi, nous pouvons bien douter que l'origine de la "mission civilisatrice" des colonies de la III<sup>e</sup> République date de la Révolution française, au contraire des historiens japonais mentionnés au début de cet article. Leurs vues sont partiales parce qu'ils omettent d'étudier le projet qui n'a pas été réalisé par les républicains du Directoire. Pour que la critique soit productive, il faudrait comprendre la complexité de l'histoire et distinguer les politiques coloniales de la III<sup>e</sup> République, qui contrôlent et gouvernent les colonies à partir de la métropole, avec celles du Directoire, qui veulent instaurer surtout des réseaux libres et égaux entre les colonies et la métropole.
- 57 Enfin, nous saisissons la caractéristique de l'expansionnisme républicain du Directoire en le comparant brièvement à l'impérialisme japonais. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le Japon s'occupe davantage de sa sécurité nationale et de son développement économique que de la morale universelle. D'ailleurs, les nationalistes japonais de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle avancent la supériorité de la "race" nippone et font abstraction des droits de l'Homme en colonisant l'Asie orientale. Le Japon, menaçant l'Asie et l'Occident, est isolé à cette époque. Nous remarquons que leur idée ignore le brassage culturel sur lequel les républicains français ont insisté à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Autrement dit, nous trouvons une qualité rare chez les républicains, celle de chercher à "s'amalgamer" avec d'autres peuples en tenant compte à la fois de l'humanisme universel, de la prospérité économique et de la coalition militaire.

## NOTES

1. Nagao NISHIKAWA, *Furansu no kaitai ? (La démolition de la France ?)*, Kyoto, Jimbunshoin, 1999 ; Chikako HIRANO, *Furansu shokuminchishugi no rekishi (L'histoire du colonialisme français)*, Kyoto, Jimbunshoin, 2002.
  2. Tadao HAMA, *Haichi kakumei to Furansu kakumei (La révolution haïtienne et la Révolution française)*, Sapporo, Hokkaido daigaku tosho kankoukai, 1998.
  3. Pierre SERNA, « Toute révolution est guerre d'indépendance », dans Jean-Luc Chappey, Bernard Gainot, Guillaume Mazeau, Frédéric Régent et Pierre Serna, *Pour quoi faire la Révolution*, Marseille, Agone, 2012.
  4. Marc BELISSA, *Repenser l'ordre européen (1795-1802), De la société des rois aux droits des nations*, Paris, Kimé, 2006.
  5. Déborah LIEBART, « Un groupe de pression contre-révolutionnaire : le club Massiac sous la Constituante », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 354, 2008 ; Manuel COVO, « Le Comité des colonies, Une institution au service de la « famille coloniale » ? (1789-1793) », *La Révolution française* (en ligne), n° 3, 2012, <http://lrf.revues.org/692> ; Frédéric RÉGENT, Jean-François NIORT et Pierre SERNA (dir.), *Les colonies, la Révolution française, la loi*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2014 ; Bernard Gainot, *La Révolution des esclaves. Haïti, 1763-1803*, Paris, Vendémiaire, 2017.
  6. Silvia MARZAGALLI, « Le négoce maritime et la rupture révolutionnaire : un ancien débat revisité », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 352, 2008.
  7. André LAPIDUS, « Le profit ou la domination : La figure de l'esclave dans l'économie d'Adam Smith », dans Fred Celimène et André Legris (dir.), *L'Économie de l'Esclavage Colonial*, Paris, CNRS Éditions, 2002 (hal-00344915) ; Alain CLÉMENT, « Libéralisme et anticolonialisme. La pensée économique française et l'effondrement du premier empire colonial (1789-1830) », *Revue économique*, Vol.63, 2012 ; Baptiste BIANCARDINI, « L'opinion coloniale et la question de la relance de Saint-Domingue 1795-1802 », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 4, 2015.
  8. Caroline OUDIN-BASTIDE et Philippe STEINER, *Calcul et Moral, Coûts de l'esclavage et valeur de l'émancipation (XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Albin Michel, 2015.
  9. *De la diplomatie. Des droits des peuples ; des principes qui doivent diriger un peuple républicain dans ses relations étrangères*, par Eschassériaux aîné, s. l., vendémiaire an III (septembre-octobre 1794), p. 14-15.
  10. *Ibid.*, p. 15.
  11. *Opinion sur les causes de l'état présent du commerce et de l'industrie, et les moyens de les rétablir sur les véritables bases de l'économie politique*, par Eschassériaux aîné, s. l., frimaire an III (novembre-décembre 1794), p. 11.
  12. *Gazette nationale, ou le Moniteur universel*, le 20 avril 1796.
  13. *Ibid.*
  14. *Ibid.*
  15. *Ibid.*
- En 1797, Eschassériaux accuse aussi le gouvernement britannique d'avoir déclaré la « guerre éternelle » à toutes les puissances maritimes avec ses lois exclusives : *Moniteur universel*, le 22 janvier 1797.
16. Face à l'Angleterre qui continue partout les conquêtes commerciales par la guerre, Barère propose « la confédération européenne », c'est-à-dire « l'assemblée des représentants de l'Europe » comme « l'assemblée des députés de l'empire germanique et l'assemblée des représentants de la France », qui peut maintenir la liberté du commerce maritime : Bertrand

BARÈRE DE VIEUZAC, *La Liberté des mers, ou le Gouvernement anglais dévoilé*, s. l., 1798, tome 3, p. 105-107.

De même, Arnould, économiste très connu et influent auprès de ses contemporains, pense qu'une ligue maritime des nations comme la Hanse du XIII<sup>e</sup> siècle serait nécessaire contre le gouvernement anglais : « Une semblable ligue maritime serait menaçante pour l'Angleterre, qui aurait à redouter en même temps l'activité des courses sur ses bâtiments de commerce, les révoltes en Irlande, des descentes sur ses côtes, l'abandon du Portugal, et dès-lors, son appauvrissement de matières métalliques, la défection de ses colonies en Amérique, la ruine de ses pêcheries à Terre-Neuve, des révolutions dans l'Inde, le désordre dans ses finances, et tout à la fois, l'ébranlement de sa machine politique dans tous ses éléments constitutifs comme dans ses parties de prospérité factice » : Ambroise-Marie ARNOULD, *Système maritime et politique des Européens pendant le dix-huitième siècle*, Paris, 1797, p. 341.

17. *Opinion sur les moyens de relever le commerce et les arts, par Eschassériaux aîné*, séance du 18 prairial an IV (6 juin 1796), s. l., 1796, p. 10.

18. Claude Wanquet analyse le rôle de Viénot-Vaublanc dans l'offensive anticonstitutionnelle et néo-esclavagiste du parti clichyen qui a eu lieu en 1797 : Claude WANQUET, *La France et la première abolition de l'esclavage*, Paris, Karthala, 1998.

19. *Discours sur la colonie de St-Domingue, prononcé à l'Assemblée Nationale, par M. Viénot-Vaublanc, député du département de Seine et Marne*, le 24 mars 1792, s. l., 1792, p. 7.

20. *Moniteur*, le 15 décembre 1796.

21. s. n., *De la nécessité d'adopter l'esclavage en France*, Paris, 1797.

22. MALOUEU, *Examen de cette question : Quel sera, pour les Colonies de l'Amérique, le résultat de la Révolution française, de la Guerre qui en est la suite, et de la Paix qui doit la terminer ?*, Paris, 1796.

23. *Ibid.*, p. 37.

24. MALOUEU, *Lettre de M. Malouet à M.S.D., Membre du Parlement, sur l'intérêt de l'Europe, au salut des colonies de l'Amérique*, Londres, 1797.

25. *Ibid.*, p. 27.

26. *Ibid.*, p. 19.

27. *Ibid.*, p. 25.

28. *Ibid.*, p. 2.

29. Robert GRIFFITHS, *Le Centre perdu, Malouet et les « monarchiens » dans la Révolution française*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1988, p. 217-218.

30. *Rapport fait par Eschassériaux aîné, au nom de la commission des colonies, sur la division constitutionnelle du territoire français dans les deux Indes*, séance du 29 ventôse an V (19 mars 1797), s. l., 1797.

31. *Discours sur l'état de Saint-Domingue et sur la conduite des agents du Directoire, prononcé par Viénot-Vaublanc*, séance du 10 prairial an V (29 mai 1797), s. l., 1797, p. 13.

32. *Ibid.*, p. 23.

33. *Discours de Villaret-Joyeuse, Député du Morbihan, Sur l'importance des Colonies et les moyens de les pacifier*, séance du 12 prairial an V (31 mai 1797), s. l., 1797, p. 6-7.

34. *Ibid.*, p. 4.

35. *Opinion d'Eschassériaux, Sur les moyens de rétablir les Colonies*, séance du 16 prairial an V (4 juin 1797), s. l., 1797.

Ce rapport du 16 prairial est exploité dans l'article suivant : Bernard GAINOT, « La députation de Saint-Domingue au corps législatif du Directoire », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, n° 316, 1997, p. 96.

36. *Opinion d'Eschassériaux, Sur les moyens de rétablir les Colonies*, séance du 16 prairial an V (4 juin 1797), p. 12-13.

37. *Moniteur*, le 10 juin 1797.



38. Rapport fait au nom de la commission des colonies, composée des représentants Tarbé, Helot, Villaret-Joyeuse, Bourdon (de l'Oise), et Viénot-Vaublanc, par Viénot-Vaublanc, sur l'organisation intérieure de la colonie de Saint-Domingue, séance du 11 thermidor an V (29 juillet 1797), s. l., 1797.

39. Bernard GAINOT, « La naissance des départements d'Outre-Mer. La loi du 1<sup>er</sup> janvier 1798 », *Revue des Mascareignes*, n° 1, 1999.

40. Rapport fait par Eschassériaux aîné, Au nom de la commission chargée de présenter les lois organiques de la constitution dans les colonies, et les mesures de législation et de politique pour opérer leur rétablissement, séance du 1<sup>er</sup> brumaire an VI (22 octobre 1797), s. l., 1797, p. 9.

41. *Ibid.*, p. 10-11.

De même, Dufay mentionne les droits politiques des anciens esclaves au regard de leurs sacrifices de guerre, dans son discours du 4 février 1794. Pierre SERNA, « Que s'est-il dit à la Convention les 15, 16 et 17 pluviôse an II ? Ou lorsque la naissance de la citoyenneté universelle provoque l'invention du « crime de lèse-humanité » », *La Révolution française. Cahiers de l'Institut d'histoire de la Révolution française*, 2014 ; <http://journals.openedition.org/lrf:1208>

L'article 9 de la Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795) déclare : « Sont citoyens, sans aucune condition de contribution, les Français qui auront fait une ou plusieurs campagnes pour l'établissement de la République. » <https://www.conseil-constitutionnel.fr/les-constitutions-dans-l-histoire/constitution-du-5-fructidor-an-iii>

42. Rapport..., *op. cit.*, 1<sup>er</sup> brumaire an VI (22 octobre 1797), p. 23-24.

43. Des intérêts des puissances par Eschassériaux, s. l., s. d.

44. Rapport..., *op. cit.*, 1<sup>er</sup> brumaire an VI (22 octobre 1797), p. 10.

45. Caroline OUDIN-BASTIDE et Philippe STEINER, *op.cit.*, p. 152-153 ; p. 160-161 ; p. 203.

46. Rapport..., *op. cit.*, 1<sup>er</sup> brumaire an VI (22 octobre 1797), p. 21 et p. 46.

47. Barbé DE MARBOIS, *Journal d'un déporté non jugé ou déportation en violation des lois, décrétée le 18 fructidor an V (4 septembre 1797)*, Paris, 1834, Tome II, p. 209-210.

48. Selon les recherches de Marcel Dorigny et de Bernard Gainot, des philosophes et des économistes libéraux présentent les projets de la colonisation nouvelle, en tant qu'une alternative à la colonisation mercantiliste et esclavagiste : Marcel DORIGNY et Bernard GAINOT (dir.), *La colonisation nouvelle (Fin XVIII<sup>e</sup>-début XIX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, SPM, 2018.

49. Marcel DORIGNY, « La Société des Amis des Noirs et les projets de colonisation en Afrique », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 293-294, 1993.

50. CLAVIÈRE, *Adresse de la Société des Amis des Noirs à l'Assemblée Nationale, A toutes les villes de commerce, aux colonies, à toutes les Société des Amis de la Constitution ; Adresse dans laquelle on approfondit les relations politiques et commerciales entre la Métropole et les Colonies, etc.*, Paris, 1791 ; LANTHENAS, M. *Lamiral, réfuté par lui-même ou réponse aux opinions de cet auteur, sur l'abolition de la Traite des Noirs, suivie de quelques idées sur les établissements libres que la France ne doit point différer de faire au Sénégal, par un ami des Blancs et des Noirs*, Paris, 1790 ; BONNEMAIN, *Régénération des colonies, ou moyens de restituer graduellement aux hommes leur état politique, et d'assurer la propriété des Nations, et moyens pour rétablir promptement l'ordre dans les colonies françaises*, Paris, 1792.

51. Charles MONTLINOT, *Essai sur la transportation comme récompense, et la déportation comme peine*, Paris, an V (1796-1797), p. 1 ; p. 79-81.

52. Charles-Maurice DE TALLEYRAND-PÉRIGORD, *Essai sur les avantages à retirer de colonies nouvelles dans les circonstances présentes*, an V (1796-1797).

Selon Bernard Gainot, l'Essai de Talleyrand est rédigé par Desrenaudes, un proche de *La Décade philosophique, littéraire et politique* : Bernard GAINOT, « La Décade et la "colonisation nouvelle" », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 339, 2005.

53. TALLEYRAND, *op.cit.*, p. 14.

54. *Ibid.*, p. 5 ; p. 9-13.

55. Carl Bernard WADSTRÖM, *Précis sur l'établissement des colonies de Sierra Léona et de Boulama à la côte occidentale d'Afrique*, Paris, an VI (1797-1798).
56. *Ibid.*
57. *La Décade philosophique, littéraire et politique*, 30 ventôse an VI (20 mars 1798), p. 527.
58. *Ibid.*, p. 533.
59. *La Décade philosophique, littéraire et politique*, le 20 ventôse an VI (10 mars 1798), p. 464-465.
60. Rapport au nom de la Commission Chargée d'examiner l'ouvrage présenté au Conseil par le citoyen Wastrom [sic.], relatif à l'établissement de Sierra Léona, Boulama, et à la colonisation en général, et de quelle utilité peut être cet établissement pour le commerce français, par Eschassériaux aîné, s. l., an VI (1797-1798), p. 2.
61. *Ibid.*, p. 3-4.
62. *Ibid.*, p. 6.
63. *Ibid.*, p. 9-10.
64. *Ibid.*, p. 7.
65. *Ibid.*, p. 15-16.
66. *Ibid.*, p. 18-19.
67. ESCHASSÉRIAUX aîné, *Tableau politique de l'Europe au commencement du XIX<sup>e</sup> siècle, et Moyens d'assurer la durée de la paix générale*, Paris, an X (1801-1802), p. 6-7.
68. Rapport au nom de la Commission Chargée d'examiner l'ouvrage présenté au Conseil par le citoyen Wastrom, *op. cit.*, p. 22-25.
69. *Ibid.*, p. 23.
70. *Ibid.*, p. 25-26.
71. Frédéric RÉGENT, « L'Égypte des Idéologues : le regard de la *Décade philosophique* sur l'expédition de Bonaparte », *L'expédition d'Égypte, une entreprise des Lumières 1798-1801*, Cachan, 1999.
72. *La Décade philosophique, littéraire et politique*, le 20 germinal an VI (9 avril 1798).
73. *La Décade philosophique, littéraire et politique*, le 30 germinal an VI (19 avril 1798), p. 148-149.
74. *Ibid.*, p. 150.
75. *Ibid.*, p. 151-152.
76. *Ibid.*, p. 153.
77. Jean-Baptiste SAY, *Traité d'économie politique*, Paris, an XI (1802-1803), tome I, p. 215.
78. Voir Bernard GAINOT, « Un projet avorté d'intégration républicaine. L'Institution nationale des colonies (1797-1802) », *Dix-huitième siècle*, n° 32, 2000.
79. *La Décade philosophique, littéraire et politique*, le 20 vendémiaire an VII (11 octobre 1798), p. 111-112.
80. *La Décade philosophique, littéraire et politique*, le 20 ventôse an VII (17 mars 1799), p. 497-498.
81. En revanche, les Contre-Républicains, comme Malouet, s'opposent à l'universalisme des philanthropes et soutiennent que le mélange culturel est impossible, en soulignant les particularités de chaque culture. D'après Malouet, les indigènes de la Guyane sont indifférents à la civilisation européenne. Le rapprochement entre eux et les Européens ne serait pas profitable, ni pour les Européens, ni pour les indigènes. MALOUE, *Mémoires de Malouet*, deuxième édition, Paris, 1874, tome I, p. 132-136 et p. 140-143.

---

## RÉSUMÉS

Nous analysons la particularité du colonialisme des républicains sous le Directoire, en considérant la Révolution française comme une révolution cosmopolite. Nous étudions surtout le cas d'Eschassériaux qui pense comment instaurer une paix durable. Il insiste sur l'indépendance des nations dans les Ancien et Nouveau Mondes, mais nie leur isolement. D'après lui, il faut donc la liberté du commerce, pour lier des nations devant vivre ensemble. D'ailleurs, Eschassériaux propose la loi organique de la constitution dans les colonies qui établit l'isonomie entre la métropole et les colonies, et la citoyenneté pour les Noirs. Toutefois, Eschassériaux n'oublie pas de signaler les devoirs des Africains affranchis ainsi que leurs droits. En outre, il propose de coloniser l'Égypte. D'après lui, la nouvelle colonie devrait être utile pour l'humanité et le commerce ; elle serait un centre de la communication ; différents peuples vivraient ensemble dans cette colonie ; les informations et les marchandises y circuleraient beaucoup.

Judging that the French Revolution is a cosmopolitan revolution, we will study the specificities of the republicans' colonialism during the French Directory. We will particularly focus on the case of Eschassériaux and his ideas to establish a durable peace. He insists on the independence of nations in both the Old and New Worlds, but refutes that they can be considered as isolated. For him, trade freedom is necessary to connect the nations together, as they have to coexist. As a matter of fact, Eschassériaux proposes instituting the organic law of the constitution in the colonies as a way to ensure the isonomy between the Metropole and the colonies, and citizenship for black people. However, Eschassériaux does not forget to underscore the duties of emancipated Africans in addition to their rights. Besides, he is in favour of colonising Egypt as, according to him, the new colony would be useful for humanity and commerce, it would be a communication node, people from many origins would live together in this colony, and there would be an important quantity of information and goods transiting through it.

## INDEX

**Mots-clés :** Colonialisme, Colonie, Eschassériaux, Directoire

**Keywords :** Colonialism, Colonies, Eschassériaux, French Directory

## AUTEUR

KÔBÔ SEIGAN

Société franco-japonaise des sciences historiques (Tokyo)